

In afwijking van het eerste lid kunnen die verslagen om wettelijke redenen of op gewoon verzoek schriftelijk meegedeeld worden aan elke betrokken persoon.

De Waalse Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten wat betreft de werkelijke uitvoering van die maatregelen.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 844 (2013-2014). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207025]

28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les articles 21, 23, 37, 38, 46, 47 et 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'avis n° 54.264/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'entité définie à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret du 15 décembre 2011 : décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 : arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale;

3^o Ministre de la Fonction publique : le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

4^o SPW : Service public de Wallonie, à savoir les services d'administration générale de la Région wallonne;

5^o services du budget et des finances : SPW - Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication - Départements du Budget, de la Comptabilité et de la Trésorerie;

6^o autorité responsable : toute autorité, hiérarchique ou non, qui a mission pour opérer une vérification d'opérations comptables, budgétaires, financières ou patrimoniales;

7^o unité de contrôle des engagements : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des engagements;

8^o unité de contrôle des liquidations : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des liquidations;

9^o unité de l'inspection des trésoriers décentralisés : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances de l'inspection des trésoriers décentralisés;

10° dépenses récurrentes : dépenses indispensables au fonctionnement des services dont les montants seront exigibles pendant l'année budgétaire, mais qui résultent, soit d'obligations dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci, soit d'obligations dont la naissance est difficile à déterminer ou dont le montant n'est pas connu au moment de leur naissance;

11° SEC : système européen des comptes nationaux et régionaux instauré par le Règlement (CE) n° 2223/96 du 25 juin 1996.

CHAPITRE II. — *Du contrôle interne budgétaire et comptable*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. § 1^{er}. Le SPW met en place des systèmes de recensement, d'évaluation et de hiérarchisation des risques en les adaptant à la nature et au volume de ses opérations. Il réexamine régulièrement les risques et le dispositif de contrôle interne afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité et de l'environnement.

Le contrôle interne est organisé de manière à éviter une concentration des risques financiers entre les mains d'un même agent.

Les systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne visés à l'article 6, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 intègrent la maîtrise des risques de conformité, de fiabilité et d'intégrité des données budgétaires et financières.

§ 2. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux.

§ 3. Le système informatique de support du budget et de la comptabilité intègre des contrôles automatiques et des interventions manuelles d'acceptation dont la traçabilité est assurée ainsi que l'identification des intervenants. Des procédures de secours et de sauvegarde sont prévues afin de garantir la continuité et l'intégrité des informations saisies.

§ 4. Les normes de contrôle interne internationalement reconnues dans le secteur public sont appliquées.

Art. 4. Chaque agent participe en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent au bon fonctionnement du système de contrôle interne.

Art. 5. Les unités de contrôle des engagements et des liquidations sont indépendantes des services ayant généré les opérations contrôlées. Elles effectuent périodiquement auprès de l'autorité responsable un rapportage des anomalies constatées lors de leurs opérations de contrôle.

Section 2. — Du contrôle des engagements

Sous-section 1^{re}. — Des engagements budgétaires

Art. 6. § 1^{er}. Sont soumises à l'unité de contrôle des engagements en vue d'obtenir :

1° un visa d'engagement préalable à leur notification, les dépenses visées à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011, excepté lorsque l'objet du marché porte sur des dépenses récurrentes. Ce visa d'engagement est majoré dans l'hypothèse visée à l'article 27, § 2, 1°, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012;

2° un visa d'engagement des sommes exigibles au cours de l'année budgétaire, y compris le cas échéant sa majoration, préalable à leur exécution excepté pour celles visées sous c) :

a) les dépenses récurrentes;

b) les dépenses visées à l'article 22, § 3, du décret du 15 décembre 2011;

c) les dépenses inférieures ou égales à 8.500 euros hors T.V.A. pouvant être constatées par une facture acceptée et dont le paiement sera confié au trésorier centralisateur visé à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012.

Le visa est provisionnel lorsque le montant des dépenses n'est pas connu avec exactitude et qu'il est estimé à l'appui de pièces justificatives accompagnées, le cas échéant, de l'avis de l'Inspection des Finances;

3° un visa d'engagement régulateur, les dépenses visées à l'article 23, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011.

§ 2. Dans l'hypothèse, aux conditions et sur base des pièces justificatives visées à l'article 27, § 2, 1°, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, l'unité de contrôle des engagements procède à la diminution du visa d'engagement à concurrence de l'excédent.

Art. 7. Un visa d'engagement est accordé par dépense considérée individuellement.

Toutefois, il peut être global pour plusieurs dépenses lorsque, soit :

1° leur nature le justifie;

2° leur nature est identique et leurs bénéficiaires sont énumérés dans un seul document;

3° l'identité des bénéficiaires ne peut pas être déterminée avec exactitude;

4° le montant individuel de chaque dépense ne peut pas être déterminé avec exactitude;

5° l'identité des bénéficiaires et le montant individuel de chaque dépense ne peuvent pas être déterminés avec exactitude.

Art. 8. § 1^{er}. Pour obtenir un visa d'engagement, l'ordonnateur fait transmettre à l'unité de contrôle des engagements, à l'appui des pièces justificatives, une demande mentionnant les renseignements suivants :

1° l'objet de l'acte à viser;

2° le cas échéant, les coordonnées de la partie prenante telle que le fournisseur, l'adjudicataire, le créancier, le bénéficiaire ou le trésorier décentralisé;

3° le montant de la dépense présumée d'après le projet de contrat, le projet d'arrêté d'octroi, le dispositif du budget des dépenses, les dispositions normatives ou toute autre donnée, y compris estimative;

4° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;

5° le nom et la qualité de l'ordonnateur.

Le cas échéant, les accords ou avis préalables prévus par les dispositions du chapitre 4 sont joints aux pièces justificatives.

§ 2. Pour obtenir un visa d'engagement régulateur, l'ordonnateur présente à l'unité de contrôle des engagements :

1° les pièces justificatives de la liquidation de la dépense, le cas échéant, le refus de validation par l'unité de contrôle des liquidations pour motif d'absence d'engagement préalable;

2° l'avis de l'Inspection des Finances conformément à l'article 42, 5°;

3° l'accord du Ministre du Budget en cas d'application de l'article 33, § 1^{er}, 3°.

Art. 9. § 1^{er}. L'unité de contrôle des engagements examine notamment :

1° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;

2° le cas échéant, la conformité de l'engagement aux autorisations budgétaires;

3° le cas échéant, le bénéficiaire et le montant;

4° la disponibilité des crédits d'engagement;

5° la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, jugements et contrats ou aux dispositions des articles 16, § 1^{er}, et 17, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012;

6° le respect des procédures de contrôle administratif et budgétaire visées au chapitre 4;

7° la régularité des pièces justificatives produites.

§ 2. L'unité de contrôle des engagements est autorisée à viser toute demande d'engagement régulateur lorsque les crédits d'engagement sont disponibles sur l'article de base adéquat de l'année budgétaire en cours.

Art. 10. Au terme de son examen, l'unité de contrôle des engagements met sa décision à disposition de l'ordonnateur.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est accordé, la décision mentionne au moins le numéro de visa, sa date et l'imputation budgétaire de la dépense à la charge des crédits d'engagement.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité ne peut pas être accordé en raison du caractère incomplet de la demande, l'ordonnateur est invité à produire les éléments manquants.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est refusé en raison d'irrégularités entachant la demande, l'ordonnateur est informé de la décision motivée.

Art. 11. Le système comptable enregistre de façon ininterrompue durant une même année budgétaire :

1° les numéros de visas attribués en opérant une distinction entre les différents types d'engagement;

2° séparément, les refus de visa.

Art. 12. Toute demande de visa d'engagement à la charge des crédits d'une année budgétaire déterminée est traitée au plus tard pour le 31 décembre de cette même année.

Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement détermine la date à laquelle les demandes doivent parvenir aux services du budget et des finances.

Sous-section 2 — Des engagements juridiques

Art. 13. Les phases d'engagement budgétaire et juridique d'une même dépense ressortissent de la compétence des ordonnateurs habilités, suivant la réglementation en vigueur, à utiliser les crédits d'engagement à charge desquels la dépense doit être budgétairement imputée.

Le montant de l'engagement juridique attesté selon les modalités de l'article 27, § 2, 1^o, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 fait l'objet d'un enregistrement adéquat dans la comptabilité.

Un engagement budgétaire global visé à l'article 7 peut être confirmé par plusieurs engagements juridiques individuels.

Les missions de vérification visées à l'article 24, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011 sont confiées aux services du budget et des finances.

Section 3. — Du contrôle des liquidations

Art. 14. Est soumise par l'ordonnateur à l'unité de contrôle des liquidations, pour validation et imputation définitive à charge des crédits de liquidation, chaque dépense dont le paiement doit être effectué par le trésorier centralisateur.

Art. 15. Pour obtenir la validation de liquidation, l'ordonnateur communique à l'unité de contrôle des liquidations les données nécessaires dont notamment :

1° la pièce justificative approuvée suivant les modalités fixées par le Ministre du Budget et attestant du service fait et accepté;

2° le numéro de visa d'engagement ou, à défaut, le numéro de sa demande;

3° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;

4° le montant à payer;

5° la partie prenante;

6° le numéro du compte financier ouvert au nom du bénéficiaire;

7° l'échéance du paiement;

8° la communication structurée ou non;

9° le cas échéant, les caractéristiques patrimoniales de la dépense.

Art. 16. § 1^{er}. L'unité de contrôle des liquidations vérifie notamment :

1° l'engagement préalable de la dépense;

2° le correct rattachement des droits constatés à l'année budgétaire;

3° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;

4° la disponibilité du crédit de liquidation;

5° la régularité des pièces justificatives;

6° le nom et la qualité de l'ordonnateur;

7° l'exactitude des données nécessaires au paiement libératoire;

8° l'existence ou non d'un contentieux au sens des articles 21 et 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012;

9° l'absence d'un paiement du même montant sur base de la même pièce justificative au même bénéficiaire et avec la même communication.

Le correct rattachement visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, implique que la pièce justificative obligatoire pour obtenir le paiement soit datée du 31 décembre au plus tard, transmise par l'ordonnateur et parvenue au service visé à l'article 2, 5^o, pour cette même date, et validée par l'unité de contrôle des liquidations.

§ 2. Dans le cas d'avances à des trésoriers décentralisés, le contrôle visé au paragraphe 1^{er} est effectué par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés.

Art. 17. La validation de liquidation est datée et reliée dans la comptabilité au visa d'engagement dont elle vient apurer les obligations.

Lorsque la validation de liquidation est refusée en raison d'irrégularités, l'ordonnateur en est informé.

Si l'engagement préalable de la dépense visé à l'article 16, § 1^{er}, 1^o, fait défaut, l'ordonnateur doit solliciter un engagement régulateur conformément à l'article 6, § 1^{er}, 3^o, et représenter son dossier accompagné du visa d'engagement régulateur.

Art. 18. Les dépenses rattachées à une année budgétaire déterminée doivent être validées par l'unité de contrôle des liquidations et imputées à la charge des crédits au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit, à l'exception des avances aux trésoriers décentralisés qui doivent être liquidées et imputées pour le 31 décembre de l'année budgétaire déterminée.

Section 4. — Du contrôle des trésoriers et des receveurs

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 19. En application de l'article 38, § 3, du décret du 15 décembre 2011, le système central d'encaissement et de décaissement des fonds du SPW doit être configuré pour retracer toutes les opérations de manière chronologique et intégrer des actions empêchant des fraudes et des doubles paiements.

Art. 20. § 1^{er}. Le SPW met en place des procédures de contrôle interne visant à assurer que les trésoriers et les receveurs exécutent leurs missions conformément à l'acte de leur désignation et aux prescrits de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 ou de toute autre réglementation applicable en matière de taxes régionales wallonnes.

§ 2. Au cas où, lors du contrôle de la légalité et de la régularité des opérations des trésoriers ou des receveurs, ou indépendamment de celui-ci, des indicateurs laissent apparaître un risque de mauvaise gestion, une autorité responsable peut mener un contrôle spécifique sur pièces et, le cas échéant, sur place. S'il en résulte de simples erreurs pouvant être corrigées, le trésorier ou le receveur est invité à y procéder.

Art. 21. § 1^{er}. L'autorité responsable veille à ce que chaque trésorier et chaque receveur rendent leur compte de gestion dans les cas et les délais ainsi que selon les modalités imposées par l'article 39 du décret du 15 décembre 2011.

§ 2. Préalablement à la transmission des comptes à la Cour des Comptes, l'autorité responsable examine au moins la forme et la complétude du compte ainsi que ses opérations arithmétiques et la concordance entre ses écritures et les soldes du compte financier ouvert au nom du trésorier ou du receveur.

§ 3. Lorsque le compte du trésorier fait apparaître un déficit, l'autorité responsable l'invite à le combler. A défaut, elle dresse un procès-verbal établissant le montant du déficit, sa date de survenance et ses circonstances et le transmet sans délai à la Cour des Comptes accompagné du compte en déficit.

§ 4. Lorsque la Cour des Comptes arrête le compte en débit, le Ministre du Budget décide dans le respect des dispositions applicables s'il y a lieu ou non de citer le receveur ou le trésorier devant la Cour en remboursement du débit. Néanmoins, en cas de déficit, il est imputé sans délai à la charge du crédit visé à l'article 40 du décret du 15 décembre 2011 pour alimenter le compte financier déficitaire.

Sous-section 2. — Dispositions relatives aux gestions financières décentralisées

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice de la réglementation relative aux Cabinets ministériels et conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés est chargée notamment de :

1^o veiller au dépôt des comptes intermédiaires par chaque trésorier décentralisé et d'informer l'ordonnateur lorsque le trésorier décentralisé reste en défaut de produire deux comptes intermédiaires successifs;

2^o contrôler l'enchaînement des comptes intermédiaires;

3^o s'assurer que les soldes non utilisés des avances de fonds perçues durant l'année budgétaire ont été correctement reversés au trésorier centralisateur au plus tard le 15 février de l'année suivante.

Dans l'hypothèse où l'avance a été imputée à la charge d'un article de base codifié par référence au groupe principal 7 de la classification économique, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés s'assure en outre que, pour chaque dépense patrimoniale, le numéro du compte de comptabilité générale ou toute autre mention permettant de l'enregistrer à l'actif du bilan figure dans le compte intermédiaire et sur les pièces justificatives.

§ 2. Les comptes intermédiaires contrôlés ainsi que leurs pièces justificatives sont centralisés aux services du budget et des finances pour la régularisation éventuelle des écritures dans la comptabilité générale et, le cas échéant, pour y enregistrer les dépenses patrimoniales à l'actif du bilan.

Art. 23. Des contrôles sont menés par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés en ce qui concerne le respect des dispositions de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012.

Les contrôles portent notamment sur :

1^o le respect des limites de chaque avance;

2^o le cas échéant, les opérations de caisse;

3^o la qualité de l'ordonnateur délégué;

4^o la qualité de créancier originaire des bénéficiaires des paiements;

5^o les écritures relatives aux paiements réalisés en janvier ;

6^o la régularité et la légalité de la dépense.

Section 5. — De la protection du patrimoine

Art. 24. Conformément à l'article 46, alinéa 2, 7^o, du décret du 15 décembre 2011, le SPW met en place des dispositifs adéquats pour protéger son patrimoine contre les pertes de valeur, les vols, les utilisations abusives et les dommages.

Un code-barres ou toute autre technique similaire est apposé sur les biens mobiliers portés à l'actif du bilan en vue d'assurer leur traçabilité dans le temps. Les données correspondent à celles inscrites au moment des acquisitions dans l'inventaire visé à l'article 34 du décret du 15 décembre 2011.

Section 6. — Du contrôle de la gestion des fournitures et des petits biens durables à bon marché

Art. 25. Conformément à l'article 46, alinéa 2, 9°, du décret du 15 décembre 2011, le SPW prend les mesures de contrôle interne adéquates afin d'éviter :

- 1° toute fraude dans la gestion des approvisionnements et des fournitures;
- 2° toute dégradation;
- 3° tout vol.

Le SPW procède à une estimation correcte de ses besoins en petits biens durables à bon marché et de ses fournitures. Il assure la sécurité physique de ses stocks ainsi que leur gestion permanente en enregistrant notamment les entrées et les sorties, leur localisation ainsi que, le cas échéant, leur destination finale.

Les petits biens durables à bon marché portés directement en charges dans le compte de résultats de la comptabilité générale conformément aux règles SEC sont recensés dans l'inventaire physique. Les utilisateurs en sont responsables et s'engagent à les restituer à première demande de l'autorité responsable.

CHAPITRE III. — De l'audit interne budgétaire et comptable

Art. 26. En application de l'article 47 du décret du 15 décembre 2011, la Direction de l'Audit interne de fonctionnement du SPW est chargée des audits budgétaire et comptable de ce service public tel que défini à l'article 2, 4°.

Art. 27. Sans préjudice d'autres missions qui lui ont été confiées et de l'application d'autres réglementations en matière de taxes régionales wallonnes, le Comité d'audit inclut, dans sa politique d'audit du service public visé à l'article 26, des activités d'audit relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités ainsi qu'aux opérations financières qui s'y rapportent, compte tenu de l'évaluation des risques visée à l'article 3, § 1^{er}. Dans ces mêmes domaines, le Ministre du Budget peut saisir le Comité d'audit d'une demande spécifique dont il fixe les objectifs, la nature et le champ d'investigation.

Dans le cadre des activités d'audit visées à l'alinéa 1^{er}, et sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, le Comité d'audit est chargé :

- 1° de programmer les missions d'audit interne ainsi que de coordonner leur mise en œuvre par les auditeurs internes;
- 2° de s'assurer du suivi des actions décidées à l'issue des missions d'audit interne visées au 1°;
- 3° d'évaluer l'adéquation, l'efficacité et la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable mis en œuvre au sein du SPW ainsi que de formuler des recommandations;
- 4° d'approuver les méthodes et les outils mis en œuvre par les auditeurs internes et d'assurer la diffusion des bonnes pratiques en matière d'audit et de contrôle internes budgétaires et comptables au sein du SPW.

Art. 28. Les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne et la charte d'audit interne du SPW.

En vertu du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle, les ordonnateurs, trésoriers ou receveurs ne peuvent pas participer aux missions d'audit dans les services où ils exercent leur fonction.

*CHAPITRE IV. — Du contrôle administratif et budgétaire**Section 1^{re}. — Dispositions introductives*

Art. 29. Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Gouvernement, par le Ministre du Budget et par le Ministre de la Fonction publique.

Il porte sur les projets de décisions du Gouvernement ainsi que sur ceux des services d'administration générale de la Région.

Le Gouvernement, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique sont assistés par les inspecteurs des Finances visés à l'article 48, § 2, du décret du 15 décembre 2011.

Section 2. — Le Gouvernement

Art. 30. Le Gouvernement décide les mesures indispensables à la confection du budget.

Le Ministre du Budget élabore les avant-projets de décrets budgétaires et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Art. 31. Le Gouvernement surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Ministre du Budget informe régulièrement le Gouvernement sur la situation budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Gouvernement détermine son attitude à l'égard des propositions de décrets et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 32. En cas d'urgence, les compétences du Gouvernement visées à l'article 31, alinéa 2, ainsi que le droit d'amendement du Gouvernement relatif au budget de la Région sont exercées par le Ministre du Budget.

Section 3. — Le Ministre du Budget

Art. 33. § 1^{er}. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés, de circulaires ou de décisions :

- 1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;
- 2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles;
- 3° qui sollicitent dans le cas visé à l'article 23, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011, un engagement régulateur lorsque le montant de la dépense est supérieur à 31.000 euros, hors T.V.A. pour les dépenses autres que des subventions;
- 4° qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;
- 5° qui concernent les subventions facultatives de plus de 25.000 euros autorisées par un décret organique ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 15 décembre 2011 et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret;
- 6° qui concernent les subventions facultatives de plus de 500.000 euros autorisées par un décret organique ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 15 décembre 2011 et qui font l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret;

7° qui concernent les projets de décisions relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services, qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement;

8° qui concernent l'octroi de la garantie de la Région en dehors de l'application de dispositions organiques qui en définissent les conditions d'attribution.

§ 2. Le Ministre du Budget rend son accord dans un délai de dix jours.

Toutefois, lorsque l'accord du Ministre du Budget est requis pour la délibération du Gouvernement, il peut être acté, sans autre formalité, dans la notification définitive de la décision du Gouvernement.

Art. 34. Les projets de délibération du Gouvernement visés à l'article 13 du décret du 15 décembre 2011 sont soumis au Gouvernement conjointement par le Ministre du Budget et le Ministre fonctionnel.

Section 4. — Le Ministre de la Fonction publique

Art. 35. Sont soumis à l'accord du Ministre de la Fonction publique, les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés qui ont pour objet la fixation ou la modification :

1° des cadres;

2° du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades;

3° de dispositions statutaires pour le personnel.

Section 5. — Dispositions communes aux sections 3 et 4

Art. 36. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 33 et 35 n'ont pas reçu l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le Ministre intéressé.

Art. 37. Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

Section 6. — Les inspecteurs des Finances

Art. 38. Les inspecteurs des Finances assument une fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Art. 39. Les inspecteurs des Finances adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services et de réaliser des économies ou des recettes.

Art. 40. Les inspecteurs des Finances donnent leur avis, lequel se conclut par une mention favorable ou défavorable, sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par la Région.

Art. 41. Les inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres du Budget et de la Fonction publique et donnent leur avis sur toutes les questions soumises par eux à leur examen, en ce compris, pour ce qui concerne le Ministre du Budget, celles relatives aux placements, aux emprunts et aux prêts des organismes administratifs publics, relevant de la Région wallonne.

Art. 42. Sont soumis, pour avis préalable, à l'inspecteur des Finances :

1° les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés du Gouvernement et d'arrêtés ministériels, de circulaires ou de décisions qui sont soumis :

a) au Gouvernement dans le cadre des compétences visées à la section 2;

b) au Ministre du Budget ou de la Fonction publique;

2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;

3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région;

4° les propositions présentées dans le cadre de la confection des budgets;

5° les demandes motivées d'engagement régulateur dans le cas visé à l'article 23, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011 accompagnées des pièces justificatives de la liquidation de la dépense.

Art. 43. § 1^{er} Par dérogation aux dispositions de l'article 42, 2°, l'avis de l'inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;

2° des missions en Belgique et à l'étranger;

3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est inférieur aux montants suivants :

	Adjudication ouverte ou appel d'offre ouvert	Adjudication restreinte ou appel d'offre restreint	Procédures négociées avec ou sans publicité
Travaux	250.000	125.000	85.000
Fournitures	200.000	125.000	31.000
Services	125.000	62.000	31.000

La notification des marchés, visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, qui atteignent 8.500 euros hors T.V.A. est communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances;

4° des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à 6.000 euros;

5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.

§ 2. Chaque Ministre fonctionnel et le Ministre du Budget peuvent, de commun accord, adapter les montants prévus au paragraphe 1^{er} pour les catégories de dépenses qu'ils déterminent.

Le Ministre du Budget sollicite au préalable l'avis de l'Inspection des Finances qui évalue, à cet effet, la nature et l'ampleur des risques inhérents aux adaptations envisagées.

L'accord visé à l'alinéa 1^{er} prend la forme d'un protocole qui détermine :

- 1° les objectifs poursuivis;
- 2° la nature des dépenses concernées;
- 3° les programmes du budget ou parties de programme dont elles font partie;
- 4° les nouveaux montants qui seront d'application;
- 5° les modalités alternatives de maîtrise des risques à mettre en place;
- 6° les mesures d'accompagnement et de surveillance;
- 7° la durée de validité de l'accord.

L'avis de l'Inspection des Finances est joint au protocole.

Les dossiers visés par le protocole d'accord font l'objet d'un contrôle a posteriori de l'Inspection des Finances sur base d'un échantillon selon les modalités reprises à l'alinéa 3, 6°.

Le protocole d'accord est communiqué au Gouvernement pour information et aux administrations concernées pour exécution et à la Cour des Comptes.

Les inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 44. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des Finances examinent si les propositions visées à l'article 42 sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles.

Art. 45. Lorsque le Ministre intéressé ne peut pas se rallier à un avis défavorable émis par un inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 42, 2° et 3°, il saisit le Gouvernement qui doit se prononcer sur la proposition.

Art. 46. Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement wallon décide de l'affectation des inspecteurs des Finances.

Art. 47. Les inspecteurs des Finances peuvent accomplir leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté de fonctionnement du Gouvernement, les inspecteurs des Finances remettent leur avis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Le délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances. En l'absence d'avis remis dans ce délai, le Ministre intéressé peut soumettre le dossier au Ministre du Budget.

Les inspecteurs des Finances ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis de l'inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

Art. 48. Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre du Budget ou au Ministre de la Fonction publique, il y joint chaque fois l'avis de l'inspecteur des Finances.

Art. 49. Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'inspecteur des Finances, l'accord du Gouvernement, du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

En cas d'application de l'article 37, il mentionne la décision du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

Art. 50. L'application des dispositions du chapitre 4 ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

CHAPITRE V. — *De l'approche intégrée d'audit*

Art. 51. Le SPW organise la tenue d'un dossier permanent contenant les informations générales actualisées et utiles dans le cadre d'audits. Les rapports d'audit interne, de contrôle et d'audit thématique de la Cour des Comptes y sont joints.

Le dossier permanent est tenu à disposition du Comité d'audit et des auditeurs internes, des contrôleurs internes visés au chapitre 2, de la Cour des Comptes ainsi que de l'Inspection des Finances. Ceux-ci peuvent, sans préjudice des dispositions de l'article 49 du décret du 15 décembre 2011, s'appuyer le cas échéant sur les conclusions et les recommandations des uns et des autres et veillent à organiser leurs contrôles en concertation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 52. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire tel que modifié les 16 octobre 2003 et 8 décembre 2005 est abrogé.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 54. Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207025]

28. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, Artikel 21, 23, 37, 38, 46, 47 und 48;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des am 2. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Oktober 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 30. Oktober 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 54.264/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Die Bestimmungen vorliegenden Erlasses sind auf die in Artikel 3, Absatz 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 definierte Einheit anwendbar.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1^o Dekret vom 15. Dezember 2011: das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

2^o Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushalts- und allgemeine Buchführung;

3^o Minister für den öffentlichen Dienst: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört;

4^o ÖDW: der Öffentliche Dienst der Wallonie, d.h. die Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Region;

5^o Dienststellen für Haushalt und Finanzen: die ressortübergreifende Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des ÖDW - Abteilungen Haushalt, Buchführung und Kassenwesen;

6^o Verantwortliche Behörde: jegliche Behörde, hierarchisch oder nicht hierarchisch, deren Aufgabe darin besteht, die Buchführungs-, Haushalts-, Finanz- oder Vermögensverrichtungen zu prüfen;

7^o Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen: die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 erwähnte Einheit, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Kontrolle der Ausgabeverpflichtungen beauftragt ist;

8^o Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen: die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 erwähnte Einheit, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Kontrolle der Ausgabenfeststellungen beauftragt ist;

9^o Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer: die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 erwähnte Einheit, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Inspektion der dezentralen Kassenführer beauftragt ist;

10^o Wiederkehrende Ausgaben: Ausgaben, die für die Arbeitsweise der Dienststellen unerlässlich sind und deren Beträge während des Haushaltsjahres fällig werden, die jedoch entweder aus Verpflichtungen entstehen, deren Auswirkungen sich über mehrere Jahre erstrecken und deren Anrechnung auf das Jahr ihres Entstehens, eine Last darstellen würde, die wirtschaftlich in keinerlei Verhältnis zu dieser stehen würde, oder aus Verpflichtungen, deren Entstehen nur schwer zu bestimmen ist oder deren Betrag zum Zeitpunkt ihres Entstehens nicht bekannt ist;

11^o ESVG: das durch die Verordnung (EG) Nr. 2223/96 vom 25. Juni 1996 eingeführte Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene.

KAPITEL II — *Interne Kontrolle des Haushalts und der Buchhaltung**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 3 - § 1. Der ÖDW führt ein System zur Erfassung, Beurteilung und Hierarchisierung der Gefahren ein, wobei er diese an die Art und die Anzahl seiner Verrichtungen anpasst. Er unterzieht die Gefahren und die interne Kontrollregelung regelmäßig einer Prüfung, um zu beurteilen, ob diese angesichts der Entwicklung der Aktivität und der Rahmenbedingungen zweckmäßig sind.

Die interne Kontrolle wird so durchgeführt, dass eine Bündelung der finanziellen Risiken bei einem einzigen Bediensteten verhindert wird.

Die in Artikel 6, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 angeführten Verwaltungssysteme und internen Kontrollverfahren umfassen die Risikobeherrschung auf dem Gebiet der Angepasstheit, der Verlässlichkeit und der Vollständigkeit der Haushalts- und Finanzangaben.

§ 2. Die Haushalts- und Buchhaltungsvorgänge werden schriftlich beschrieben und erfasst und bilden so eine deutliche, formalisierte und auf allen Ebenen aktuelle Dokumentation.

§ 3. Das System zur computergestützten Verarbeitung der Haushaltsplanung und der Buchhaltung umfasst automatisierte Kontrollen sowie die Möglichkeit der manuellen Datenannahme, deren Rückverfolgbarkeit gemeinsam mit der Identifizierung der Anwender gewährleistet ist. Notfallverfahren sowie Sicherungssysteme werden vorgesehen, um die Kontinuität und die Integrität der eingegebenen Daten zu gewährleisten.

§ 4. International anerkannte Normen zur internen Kontrolle im öffentlichen Dienst gelangen zur Anwendung.

Art. 4 - Jeder Bedienstete beteiligt sich unter Berücksichtigung seiner Aufgaben und Verantwortungsbereiche an der ordnungsgemäßen Anwendung des internen Kontrollsystems.

Art. 5 - Die Einheiten zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen und der Ausgabenfeststellungen sind unabhängig von den Dienststellen, die die einer Kontrolle unterzogenen Verrichtungen getätigt haben. Sie erstatten der verantwortlichen Behörde regelmäßig Bericht über die bei ihren Kontrollen festgestellten Anomalien.

Abschnitt 2 — Die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen

Unterabschnitt 1 — Haushaltsmittelbindungen

Art. 6 - § 1. Folgende Ausgaben unterliegen der Kontrolle Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen zwecks Erhalt:

1° eines vor der Notifizierung erteilten Sichtvermerks für die Ausgabenverpflichtung, die in Artikel 22, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben, außer wenn der Auftragsgegenstand wiederkehrende Ausgaben betrifft. Dieser Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung wird in der in Artikel 27, § 2, 1°, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 erwähnten Annahme erhöht;

2° eines Sichtvermerks für die Ausgabenverpflichtung der während des Haushaltsjahres fälligen Beträge, einschl. der ggf. angewandten Erhöhung und zwar vor deren Anwendung, außer für die unter c) angeführten Ausgaben:

a) die wiederkehrenden Ausgaben;

b) die in Artikel 22, § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben;

c) die Ausgaben, die 8.500 Euro ausschl. MwSt. nicht übersteigen, die durch eine einfache angenommene Rechnung festgestellt werden können und deren Zahlung dem in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 angeführten zentralisierenden Kassenführer aufgetragen wird.

Der Sichtvermerk wird vorläufig gewährt, falls der Betrag der Ausgaben nicht mit Gewissheit bestimmt werden kann und er unter Nachweis von Belegen, denen gegebenenfalls das Gutachten der Finanzinspektion beigelegt wird, geschätzt wird;

3° eines Sichtvermerks der Ausgleichsverpflichtung, die in Artikel 23, § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben.

§ 2. In der Annahme, unter den Bedingungen und auf der Grundlage der Belege gemäß Artikel 27, § 2, 1°, Absatz 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 führt die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen die Verringerung des Sichtvermerks für die Ausgabenverpflichtung in Höhe des Überschusses durch.

Art. 7 - Ein Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung wird pro individuell berücksichtigte Ausgabe gewährt.

Er kann jedoch global für mehrere Ausgaben gewährt werden, falls entweder:

1° ihre Art dies rechtfertigt;

2° ihre Art identisch ist und ihre Begünstigten in einem einzigen Dokument angeführt werden;

3° die Identität der Begünstigten nicht genau bestimmt werden kann;

4° der einzelne Betrag jeder Ausgabe nicht genau bestimmt werden kann;

5° die Identität der Begünstigten und der einzelne Betrag jeder Ausgabe nicht genau bestimmt werden können.

Art. 8 - § 1. Um einen Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung zu erhalten, lässt der Anweisungsbefugte der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen unter Nachweis von Belegen einen Antrag zukommen, der die folgenden Angaben beinhaltet:

1° den Gegenstand der mit einem Sichtvermerk zu versehenen Verrichtung;

2° ggf. die Angaben des Beteiligten (Lieferant, Auftragnehmer, Gläubiger, Begünstigter oder dezentraler Kassenführer);

3° den Betrag der in dem Vertragsentwurf, dem Entwurf des Gewährungserlasses, dem verfügenden Teil des Ausgabenhaushaltsplans, den maßgeblichen Bestimmungen geschätzten Ausgabe oder jegliche sonstige Angabe, selbst wenn es sich dabei um eine Schätzung handelt;

4° den Organisationsbereich, das Programm und den Basisartikel des Ausgabehaushaltsplans;

5° den Namen und die Eigenschaft des Anweisungsbefugten.

Gegebenenfalls werden die in den Bestimmungen von Kapitel 4 vorgesehenen Einverständnisse oder Gutachten den Belegen beigelegt.

§ 2. Um einen Sichtvermerk für eine Ausgleichsverpflichtung zu erhalten, unterbreitet der Anweisungsbefugte der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen:

1° die Belege für die Auszahlung der Ausgabe und gegebenenfalls die Ablehnung der Validierung durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen aufgrund des Fehlens einer vorherigen Ausgabenverpflichtung;

2° das Gutachten der Finanzinspektion gemäß Artikel 42, 5°;

3° die Zustimmung des Ministers für Haushalt bei einer Anwendung von Artikel 33, § 1, 3°.

Art. 9 - § 1. Die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen prüft insbesondere:

1° die Genauigkeit der Angaben der Haushaltsanrechnung;

2° gegebenenfalls die Übereinstimmung der Verpflichtung mit den Haushaltszulassungen;

3° gegebenenfalls den Begünstigten und den Betrag;

4° die Verfügbarkeit der Verpflichtungsermächtigungen;

5° die Übereinstimmung der Ausgabe mit den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Rundschreiben, Verordnungen, Urteilen und Verträgen oder mit den Bestimmungen der Artikel 16, § 1 und 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012;

6° die Beachtung der Verfahren der in Kapitel 4 erwähnten Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

7° die Rechtmäßigkeit der vorgelegten Belege.

§ 2. Die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen ist befugt, jeden Antrag auf eine Ausgleichsverpflichtung mit einem Sichtvermerk zu versehen, wenn die Verpflichtungsermächtigungen auf dem angemessenen Basisartikel des laufenden Haushaltsjahres verfügbar sind.

Art. 10 - Im Anschluss an ihre Prüfung stellt die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen ihren Beschluss dem Anweisungsbefugten zur Verfügung.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung gewährt wird, so umfasst der Beschluss wenigstens die Nummer des Sichtvermerks, das Datum und die Haushaltsanrechnung der Ausgabe zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung nicht gewährt werden kann, da der Antrag unvollständig ist, wird der Anweisungsbefugte aufgefordert, die fehlenden Dokumente einzureichen.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung verweigert wird, da der Antrag mit Unregelmäßigkeiten behaftet ist, wird der Anweisungsbefugte von dem begründeten Beschluss in Kenntnis gesetzt.

Art. 11 - Das Rechnungslegungssystem registriert ununterbrochen im Laufe eines bestimmten Haushaltsjahres:

1° die Nummern der erteilten Sichtvermerke, wobei ein Unterschied zwischen den verschiedenen Arten von Ausgabenverpflichtungen gemacht wird;

2° getrennt die verweigerten Sichtvermerke.

Art. 12 - Jeder Antrag auf einen Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung zu Lasten der Kredite eines bestimmten Haushaltsjahres wird spätestens am 31. Dezember dieses Jahres bearbeitet.

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt legt die Regierung das Datum fest, an dem die Anträge den Dienststellen für Haushalt und Finanzen übermittelt werden müssen.

Unterabschnitt 2 — Rechtliche Verpflichtungen

Art. 13 - Die Phasen der Haushaltsmittelbindung und der rechtlichen Verpflichtung ein und derselben Ausgabe fallen in den Zuständigkeitsbereich der Anordnungsbefugten, die nach der geltenden Gesetzgebung befugt sind, die Verpflichtungsermächtigungen zu verwenden, zu deren Lasten die Ausgabe im Haushaltsplan gebucht werden muss.

Der Betrag der nach den Bestimmungen von Artikel 27, § 2, 1°, Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 bescheinigten rechtlichen Verpflichtung ist Gegenstand einer angemessenen Eintragung in der Buchhaltung.

Eine globale Haushaltsmittelbindung nach Artikel 7 kann durch mehrere einzelne rechtliche Verpflichtungen bestätigt werden.

Die in Artikel 24, § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Prüfungsaufgaben werden den Dienststellen für Haushalt und Finanzen anvertraut.

Abschnitt 3 — Die Kontrolle der Ausgabenfeststellungen

Art. 14 - Jede Ausgabe, deren Auszahlung durch den zentralisierenden Kassenführer getätigt werden muss, wird der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen durch den Anweisungsbefugten zwecks Validierung und endgültige Anrechnung zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite unterbreitet.

Art. 15 - Um die Validierung der Ausgabenfeststellung zu erreichen, übermittelt der Anweisungsbefugte der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen die erforderlichen Angaben, u.a.:

1° den nach den vom Minister für Haushalt festgelegten Modalitäten genehmigten Beleg über die ausgeführte und angenommene Dienstleistung;

2° den Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung oder in Ermangelung dessen die Nummer seines Antrags;

3° das Jahr, den Organisationsbereich, das Programm und die Basiszuwendung des Ausgabenhaushaltsplans;

4° den zu zahlenden Betrag;

5° die beteiligte Partei;

6° die Nummer des auf den Namen des Begünstigten eröffneten Bankkontos;

7° die Zahlungsfrist;

8° die strukturierte oder nicht strukturierte Mitteilung;

9° ggf. die vermögensrechtlichen Eigenschaften der Ausgabe.

Art. 16 - § 1. Die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen prüft insbesondere:

1° die vorherige Verpflichtung der Ausgabe;

2° die korrekte Anbindung der festgestellten Ansprüche an das Haushaltsjahr;

3° die Genauigkeit der Angaben der Haushaltsanrechnung;

4° die Verfügbarkeit des Ausgabenfeststellungskredits;

5° die Rechtmäßigkeit der Belege;

6° den Namen und die Eigenschaft des Anweisungsbefugten;

7° die Genauigkeit der für die Zahlung mit schuldbefreiender Wirkung erforderlichen Angaben;

8° die ggf. vorhandene Existenz einer Streitsache im Sinne der Artikel 21 und 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012;

9° das Fehlen einer Zahlung desselben Betrags auf der Grundlage desselben Belegs an denselben Begünstigten mit derselben Mitteilung.

Die in Absatz 1, 2° angeführte korrekte Anbindung setzt voraus, dass der Beleg, der eingereicht werden muss, um die Zahlung zu erreichen, spätestens auf den 31. Dezember datiert wird, dass er spätestens an diesem Datum durch den Anweisungsbefugten übermittelt wird und bei der in Artikel 2, 5° angeführten Dienststelle eingeht, und dass er durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen validiert wird.

§ 2. Im Falle von Vorschüssen an dezentralen Kassenführer wird die in Paragraph 1 angeführte Kontrolle durch die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer durchgeführt.

Art. 17 - Die Validierung der Ausgabenfeststellung wird datiert und in der Buchhaltung an den Sichtvermerk der Haushaltsverpflichtung, deren Verpflichtungen sie ausgleicht, gebunden.

Wird die Ausgabenfeststellung aufgrund von Regelwidrigkeiten nicht validiert, wird der Anweisungsbefugte davon in Kenntnis gesetzt.

Falls die in Artikel 16, § 1, 1° angeführte vorherige Verpflichtung der Ausgabe fehlt, ist der Anordnungsbefugte verpflichtet, gemäß Artikel 6, § 1, 3° eine Ausgleichsverpflichtung zu beantragen und seine Akte gemeinsam mit dem Sichtvermerk der Ausgleichsverpflichtung erneut einzureichen.

Art. 18 - Die an ein bestimmtes Haushaltsjahr gebundenen Ausgaben müssen durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen validiert werden und spätestens am 31. Januar des darauffolgenden Jahres auf die Kredite angerechnet werden, mit Ausnahme der Vorschüsse an die dezentralen Kassenführer, die spätestens am 31. Dezember

des bestimmten Haushaltsjahres ausgezahlt und angerechnet werden müssen.

Abschnitt 4 — Die Kontrolle der Kassenführer und Einnehmer

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 19 - In Anwendung von Artikel 38, § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 muss das zentrale Einkassierungs- und Auszahlungssystem der Fonds des ÖDW so konfiguriert werden, dass es erlaubt, alle Vorgänge chronologisch nachzuvollziehen und Mittel zu integrieren, die Betrug und doppelte Zahlungen verhindern.

Art. 20 - § 1. Der ÖDW führt interne Kontrollverfahren ein, die darauf abzielen, sicher zu stellen, dass die Kassenführer und die Einnehmer ihre Aufgaben unter Beachtung der Bestimmungen ihrer Benennungsurkunde und der Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 oder jeglicher auf die regionalen wallonischen Abgaben anwendbaren Regelungen ausführen.

§ 2. Sollten bei einer Prüfung der Gesetzmäßigkeit und der Regelmäßigkeit der Verrichtungen der Kassenführer oder der Einnehmer oder unabhängig von dieser Prüfung, verschiedene Indikatoren darauf schließen lassen, dass die Gefahr einer unsachgemäßen Verwaltung vorliegt, so kann eine verantwortliche Behörde unter Einsichtnahme in die entsprechenden Unterlagen und gegebenenfalls vor Ort eine spezifische Prüfung durchführen. Werden dabei leichte Fehler festgestellt, die korrigiert werden können, werden der Kassenführer oder der Einnehmer aufgefordert, diese Korrekturen vorzunehmen.

Art. 21 - § 1. Die verantwortliche Behörde achtet darauf, dass jeder Kassenführer und jeder Einnehmer ihre Geschäftsführungsrechnung in den Fällen und Fristen sowie nach den durch Artikel 39 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 verlangten Modalitäten einreichen.

§ 2. Bevor die verantwortliche Behörde dem Rechnungshof diese Geschäftsführungsrechnung übermittelt, prüft sie wenigstens deren Form und Vollständigkeit sowie deren arithmetische Operationen und die Übereinstimmung zwischen den Buchungen und den Salden des auf den Namen des Kassenführers oder des Einnehmers eröffneten Finanzkontos.

§ 3. Weist das Konto des Kassenführers ein Defizit auf, so fordert die zuständige Behörde ihn auf, dieses auszugleichen. In Ermangelung dieses Ausgleichs verfasst sie einen Bericht, in dem sie die Höhe des Defizits, das Entstehungsdatum und die Umstände vermerkt, und übermittelt diesen unverzüglich dem Rechnungshof gemeinsam mit dem Konto, das das Defizit aufweist.

§ 4. Wenn der Rechnungshof den Abschluss eines Kontos, das einen Fehlbetrag aufweist, durchführt, beschließt der Minister unter Beachtung der anwendbaren Bestimmungen, ob der Kassenführer oder der Einnehmer vor den Hof vorzuladen ist, um den Fehlbetrag auszugleichen. Weist das Konto jedoch ein Defizit auf, so wird dieses unverzüglich zu Lasten des in Artikel 40 des Dekrets vom 15. Dezember 2001 angeführten Artikels gebucht, um in das defizitäre Konto einzufließen.

Unterabschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der dezentralen Finanzverwaltungen

Art. 22 - § 1. Unbeschadet der Anwendung der Regelung über die ministeriellen Kabinette und gemäß den Bestimmungen des Artikels 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 nimmt die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer insbesondere die folgenden Aufgaben wahr:

1° Sie achtet darauf, dass jeder dezentrale Kassenführer Zwischenrechnungen hinterlegt. Zudem informiert sie den Anweisungsbefugten, falls der dezentrale Kassenführer zwei aufeinanderfolgende Zwischenrechnungen nicht hinterlegt;

2° Sie prüft die Abfolge der Zwischenrechnungen;

3° Sie stellt sicher, dass nicht benutzte Restbeträge der während eines Haushaltsjahres erhaltenen Geldmittelvorschüsse dem zentralisierenden Kassenführer spätestens am 15. Februar des folgenden Jahres ordnungsgemäß zurück erstattet wurden.

In der Annahme, dass der Vorschuss zu Lasten eines Basisartikels angerechnet worden ist, der unter Bezugnahme auf die Hauptgruppe 7 der wirtschaftlichen Klassifikation kodifiziert ist, stellt die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer zudem sicher, dass für jede Vermögensausgabe die Konten der allgemeinen Buchhaltung oder jeglicher sonstige Vermerk, der ermöglicht, diese Ausgabe in die Aktiva der Bilanz einzutragen, in der Zwischenrechnung und auf den Belegen angegeben wird.

§ 2. Die kontrollierten Zwischenrechnungen und ihre Belege werden bei der Dienststelle für Haushalt und Finanzen zentral verwaltet, um die Buchungen in der allgemeinen Buchhaltung eventuell zu regularisieren und um die Vermögensausgaben gegebenenfalls in die Aktiva der Bilanz einzutragen.

Art. 23 - Die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer führt Kontrollen bezüglich der Beachtung der Bestimmungen von Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 durch.

Diese Kontrollen beziehen sich insbesondere auf:

1° die Einhaltung der Höchstbeträge jedes Vorschusses;

2° gegebenenfalls die Bargeldgeschäfte;

3° die Eigenschaft des bevollmächtigten Anweisungsbefugten;

4° die Eigenschaft des ursprünglichen Gläubigers der Anspruchsberechtigten der Zahlungen;

5° Die Buchungen bezüglich der im Januar getätigten Zahlungen;

6° die Gesetzmäßigkeit und die Regelmäßigkeit der Ausgabe.

Abschnitt 5 — Die Besitztumswahrung

Art. 24 - Gemäß Artikel 46, Absatz 2, 7° des Dekrets vom 15. Dezember 2011, trifft der ÖDW die angemessenen Vorkehrungen, um ihr Besitztum gegen Wertverlust, Diebstahl, Missbrauch und Beschädigung zu schützen.

Ein Strichcode oder jegliche sonstige ähnliche Technik wird bei den in die Aktiva der Bilanz eingetragenen beweglichen Gütern verwendet, um ihre zeitliche Rückverfolgbarkeit zu gewährleisten. Die Angaben entsprechen jenen, die zum Zeitpunkt des Erwerbs in das in Artikel 34 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführte Inventar eingetragen wurden.

Abschnitt 6 — Die Kontrolle der Verwaltung des Büromaterials und der kleinen kostengünstigen und dauerhaften Güter

Art. 25 - Gemäß Artikel 46, Absatz 2, 9° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 trifft der ÖDW alle Maßnahmen zur internen Kontrolle, um folgendes zu verhindern:

1° jeglichen Betrug bei der Verwaltung der Bevorratung und der Lieferungen;

2° jegliche Beschädigung;

3° jeglichen Diebstahl.

Der ÖDW führt eine ordnungsgemäße Schätzung seiner Bedürfnisse an kleinen kostengünstigen und dauerhaften Gütern und an Büromaterial durch. Er gewährleistet die physische Sicherheit seiner Vorräte sowie deren ständige Verwaltung, wobei insbesondere alle Güterbewegungen (Ein- und Ausgang) registriert werden, sowie ihr Standort sowie gegebenenfalls ihr endgültiger Bestimmungsort.

Die kleinen kostengünstigen und dauerhaften Güter, die unter Berücksichtigung der CFC-Vorschriften als Aufwendungen in die Ergebnisrechnung der allgemeinen Buchhaltung eingetragen werden, werden in dem realen Bestand erfasst. Die Empfänger sind für diese Güter verantwortlich und sie verpflichten sich, diese unmittelbar nach einer entsprechenden Anfrage der zuständigen Behörden zurückzugeben.

KAPITEL III — *Internes Audit des Haushalts und der Buchhaltung*

Art. 26 - In Anwendung von Artikel 47 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 wird die Direktion des internen Betriebsaudits des ÖDW, damit beauftragt, das Audit des Haushalts und der Buchhaltung dieses in Artikel 2, 4° definierten öffentlichen Dienstes auszuführen.

Art. 27 - Unbeschadet der anderen ihm anvertrauten Aufgaben und der Anwendung der anderen Bestimmungen auf dem Gebiet der wallonischen regionalen Abgaben schließt der Auditausschuss im Rahmen seiner in Artikel 26 erwähnten Aufgaben Aktivitäten zur Prüfung der Ausführung des Haushalts und der Buchhaltung sowie der damit verbundenen finanziellen Einrichtungen ein, und zwar unter Berücksichtigung der in Artikel 3, §1 angeführten Risikobewertung. In diesen genannten Bereichen kann der Minister für Haushalt den Auditausschuss mit einem spezifischen Auftrag beauftragen, dessen Zielsetzungen, Art und Prüfungsbereich er bestimmt.

Im Rahmen der in Absatz 1 erwähnten Aktivitäten und unbeschadet der anwendbaren gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen gewährleistet der Auditausschuss:

1° die Anberaumung der Aufgaben im Bereich des internen Audits sowie die Koordinierung ihrer Ausführung durch die internen Auditoren;

2° die Weiterverfolgung der im Anschluss an die unter Punkt 1° angeführten Aufgaben im Bereich des internen Audits beschlossenen Maßnahmen;

3° die Bewertung der Angemessenheit, der Wirksamkeit und der Qualität der internen Haushaltskontrolle innerhalb des ÖDW sowie die Abfassung von Empfehlungen;

4° die Genehmigung der Methoden und Mittel, die von den internen Auditoren eingesetzt werden sowie die Verbreitung der guten fachlichen Praxis im Bereich des internen Audits und der internen Kontrolle des Haushalts und der Buchhaltung innerhalb des ÖDW.

Art. 28 - Die internen Auditoren führen ihre Aufgaben in Übereinstimmung mit den Berufsvorschriften des internen Audits und der Charta für internes Audit des ÖDW aus.

Aufgrund des Prinzips der Trennung der operativen Funktionen und der Kontrollfunktionen ist es den Anweisungsbefugten, Kassenführern und Einnehmern nicht erlaubt, an Auditaufgaben in jenen Dienststellen teilzunehmen, in denen sie ihr Amt ausüben.

KAPITEL IV — *Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle*

Abschnitt 1 — Einleitende Bestimmungen

Art. 29 - Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle wird von der Regierung, dem Minister für Haushalt und dem Minister für den öffentlichen Dienst ausgeübt.

Sie betrifft die Beschlussentwürfe der Regierung sowie die Beschlussentwürfe der Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Region.

Die Regierung, der Minister für Haushalt und der Minister für den öffentlichen Dienst werden von den in Artikel 48, §2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Finanzinspektoren unterstützt.

Abschnitt 2 — Die Regierung

Art. 30 - Die Regierung beschließt die Maßnahmen, die für die Erstellung des Haushaltsplanes unerlässlich sind.

Der Minister für Haushalt arbeitet die Vorprojekte der Haushaltsdekrete aus sowie die auf Initiative der Regierung eingereichten Abänderungen dieser Projekte.

Art. 31 - Die Regierung überwacht die Ausführung des Haushaltsplans. Zu diesem Zweck informiert der Minister für Haushalt regelmäßig die Regierung über die Haushaltslage und die Perspektiven bezüglich der Ausführung des Haushaltsplans.

Die Regierung regiert bestimmt ihren Standpunkt gegenüber den auf Initiative des Parlaments eingereichten Dekret vorschlagend und Änderungen, deren Verabschiedung eine Auswirkung auf die Einnahmen oder auf die Ausgaben haben würde.

Art. 32 - In Dringlichkeitsfällen werden die in Artikel 31, Absatz 2 angeführten Zuständigkeiten sowie das Änderungsrecht der Regierung bezüglich des Haushaltsplans der Region durch den Minister für Haushalt ausgeübt.

Abschnitt 3 — Der Minister für Haushalt

Art. 33 - § 1. Unterliegen der vorab zu erteilenden Zustimmung des Ministers für Haushalt jene Vorentwürfe der Dekrete, Entwürfe der Erlasse, Rundschreiben oder Beschlüsse:

1° für die die Haushaltsmittel unzureichend oder nicht vorhanden sind;

2° die eine direkte oder indirekte Auswirkung auf die Einnahmen haben, oder die zu neuen Ausgaben führen;

3° die in dem in Artikel 23, §1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Fall eine Ausgleichsverpflichtung verlangen, wenn der Betrag der Ausgabe über 31.000 Euro ausschl. MwSt. liegt für alle Ausgaben, mit Ausnahme der Zuschüsse;

4° die Grundregeln bezüglich der Gewährung von Subventionen erlassen oder abändern;

5° die fakultative Zuschüsse von mehr als 25.000 Euro betreffen, die durch ein Grundlagendekret oder in Ermangelung eines solchen Dekrets einer gemäß Artikel 8, §4, 3° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 im Ausgabenhaushaltsplan vermerkten Sonderbestimmung genehmigt worden sind und die nicht Gegenstand einer namentlichen Eintragung des Bezugsberechtigten in die Tabelle der in Artikel 8, §4, 6° des vorerwähnten Dekrets angeführten Basisartikel sind.

6° die fakultative Zuschüsse von mehr als 500.000 Euro betreffen, die durch ein Grundlagendekret oder in Ermangelung eines solchen Dekrets einer gemäß Artikel 8, § 4, 3° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 im Ausgabenhaushaltsplan vermerkten Sonderbestimmung genehmigt worden sind und die Gegenstand einer namentlichen Eintragung des Bezugsberechtigten in die Tabelle der in Artikel 8, § 4, 6° des vorerwähnten Dekrets angeführten Basisartikel sind;

7° die Beschlusentwürfe bezüglich der Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge betreffen, die der Regierung auf der Grundlage des Erlasses zur Regelung ihrer Arbeitsweise unterbreitet werden;

8° die die Gewährung der Bürgschaft der Region außerhalb des Anwendungsbereichs der grundlegenden Bestimmungen, die die Bedingungen für die Gewährung dieser Bürgschaft festlegen, betreffen.

§ 2. Der Minister gibt sein Einverständnis innerhalb von zehn Tagen ab.

Wenn das Einverständnis des Ministers des Haushalts jedoch für die Beratungen der Regierung vorausgesetzt wird, kann diese ohne weitere Formalitäten in der endgültigen Notifizierung des Regierungsbeschlusses festgehalten werden.

Art. 34 - Die in Artikel 13 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Entwürfe der Regierungsberatungen werden der Regierung gemeinsam durch den Minister für Haushalt und den zuständigen Minister unterbreitet.

Abschnitt 4 — Der Minister für den öffentlichen Dienst

Art. 35 - Unterliegen dem Einverständnis des Ministers für den öffentlichen Dienst jene Vorentwürfe der Dekrete und Entwürfe der Erlasse, die auf die Festlegung oder die Änderung folgender Bestimmungen abzielen:

1° der Personalrahmen;

2° des Gehaltsstatuts des Personals und der Gehaltstabellen in den verschiedenen Dienstgraden;

3° der Bestimmungen des Personalstatuts.

Abschnitt 5 — Gemeinsame Bestimmungen der Abschnitte 3 und 4

Art. 36 - Falls die in den Artikeln 33 und 35 erwähnten Vorentwürfe und Entwürfe das Einverständnis des Ministers für Haushalt oder des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht erhalten haben, können sie der Regierung durch den betreffenden Minister unterbreitet werden.

Art. 37 - Der Minister für Haushalt oder der Minister für den öffentlichen Dienst können jeder in seinem Zuständigkeitsbereich für bestimmte Materien beschließen, dass ein günstiges Gutachten des Finanzinspektors sie von der Abgabe ihres vorherigen Einverständnisses befreit.

Abschnitt 6 — Die Finanzinspektoren

Art. 38 - Die Finanzinspektoren übernehmen die Funktion eines Haushalts- und Finanzberaters des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind.

Art. 39 - Die Finanzinspektoren übermitteln dem Minister, bei dem sie akkreditiert sind, alle Vorschläge, die dazu beitragen können, die Effektivität und die Effizienz der eingesetzten Mittel zu erhöhen, die Arbeitsweise der Dienststellen zu verbessern und Einsparungen oder Einnahmen zu erzielen.

Art. 40 - Die Finanzinspektoren geben zu allen Fragen, die der Minister, bei dem sie akkreditiert sind, ihnen zur Prüfung unterbreitet hat, ihr Gutachten ab, das mit einem günstigen oder ungünstigen Vermerk abschließt. Der Minister kann sie unter anderem damit beauftragen, Ermittlungen bei den von der Region bezuschussten öffentlichen oder privaten Einrichtungen durchzuführen.

Art. 41 - Die Finanzinspektoren übernehmen ebenfalls Kontrollaufgaben im Namen des Ministers für Haushalt und des Ministers für den öffentlichen Dienst. Zudem geben sie ihr Gutachten ab zu allen Fragen, die ihnen zur Prüfung unterbreitet wurden, einschließlich - was den Minister für Haushalt betrifft - der Fragen bezüglich der Anlagen, der Anleihen und der Darlehen der öffentlichen Verwaltungen, die der Wallonischen Region angehören.

Art. 42 - Einem vorherigen Gutachten des Finanzinspektors unterliegen:

1° die Vorentwürfe der Dekrete, die Erlassentwürfe der Regierung sowie die Ministerialerlasse, Rundschreiben oder Beschlüsse, die:

a) der Regierung im Rahmen der in Abschnitt 2 angeführten Zuständigkeiten unterbreitet werden;

b) dem Minister für Haushalt oder dem Minister für den öffentlichen Dienst unterbreitet werden;

2° die Entwürfe, deren Ausführung sich direkt oder indirekt auf die Ausgaben oder die Einnahmen der Region auswirken kann, sowie jene Entwürfe, die die Verwaltungsorganisation der Dienststellen betreffen;

3° die Entwürfe, die die Gewährung der Bürgschaft der Region betreffen;

4° die im Rahmen der Erstellung der Haushaltspläne unterbreiteten Entwürfe;

5° die begründeten Anträge auf eine Ausgleichsverpflichtung in dem in Artikel 23, § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Fall gemeinsam mit den Belegen über die Feststellung der Ausgabe.

Art. 43 - § 1. In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 42, 2° ist das Gutachten des Finanzinspektors nicht erforderlich für:

1° Personalausgaben, sofern es sich um die Anwendung des Besoldungs- und Verwaltungsstatuts handelt;

2° Dienstreisen in Belgien und ins Ausland;

3° öffentliche Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, deren Schätzwert bzw. Betrag ohne MwSt. unter den in nachstehender Tabelle angegebenen Beträgen liegt:

	Offene Ausschreibung oder offener Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit oder ohne Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	250.000	125.000	85.000
Versorgung	200.000	125.000	31.000
Dienstleistungen	125.000	62.000	31.000

Die Finanzinspektion wird monatlich über die in Absatz 1, 3° erwähnten Aufträge, die eine Summe von 8.500 Euro ausschl. MwSt. erreichen, informiert;

4° die Zuschüsse:

a) die aufgrund von Grundregeln gewährt werden, die deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen;

b) die den unter a) angeführten Zuschüssen nicht entsprechen und unter 6.000 Euro liegen;

5° sonstige Ausgaben, die Grundregeln unterworfen sind, welche deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen.

§ 2. Jeder von der Funktion her zuständige Minister und der Minister für Haushalt gehört, können in gegenseitigem Einvernehmen die in § 1 vorgesehenen Beträge für die von ihnen bestimmten Ausgabenkategorien anpassen.

Der Minister des Haushalts holt vorher die Stellungnahme der Finanzinspektion ein, die dazu die Art und den Umfang der mit den beabsichtigten Anpassungen verbundenen Risiken einschätzt.

Diese Einigung erfolgt in Form eines Protokolls, in dem das Folgende festgesetzt wird:

1° die verfolgten Zielsetzungen;

2° die Art der betroffenen Ausgaben;

3° die Haushaltsprogramme oder Programmteile, zu denen sie gehören;

4° die neuen Beträge, die Anwendung finden werden;

5° die vorzusehenden alternativen Modalitäten für die Beherrschung der Risiken;

6° die Begleit- und Überwachungsmaßnahmen;

7° die Gültigkeitsdauer der Einigung.

Dem Protokoll wird das Gutachten der Finanzinspektion beigefügt.

Die durch das Einigungsprotokoll betroffenen Akten werden von der Finanzinspektion gemäß den unter Absatz 3, 6° erwähnten Modalitäten einer im Nachhinein durchgeführten Kontrolle auf der Grundlage einer Stichprobe unterworfen.

Das Einigungsprotokoll wird der Regierung zur Information, den betroffenen Verwaltungsstellen zur Ausführung und dem Rechnungshof übermittelt.

Die Finanzinspektoren behalten ihre Zuständigkeit als Berater, was die allgemeine Anwendung der Mittel bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Ausgaben betrifft.

Art. 44 - Bei der Ausübung ihres Amtes prüfen die Finanzinspektoren, ob die in Artikel 42 angeführten Entwürfe den Beschlüssen der Regierung und der Minister entsprechen.

Art. 45 - Sieht sich der betreffende Minister nicht in der Lage, sich dem ungünstigen Gutachten eines Finanzinspektors über einen der in Artikel 42, 2° und 3° angeführten Entwurf anzuschließen, so ruft er die Regierung an, die zu dem Entwurf Stellung zu nehmen hat.

Art. 46 - Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt beschließt die wallonische Regierung über die Zuweisung der Finanzinspektoren.

Art. 47 - Die Finanzinspektoren können ihr Amt anhand von Unterlagen und vor Ort ausüben. Sie haben Zugang zu allen Akten und allen Archiven und sie erhalten von den Dienststellen alle Informationen, die sie verlangen.

Unbeschadet der Bestimmungen des Erlasses zur Festlegung der Arbeitsweise der Regierung geben die Finanzinspektoren ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 10 Werktagen ab dem Eingang der vollständigen Akte ab. Diese Frist kann auf Antrag der Finanzinspektion auf 20 Werktage gebracht werden. Wird innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben, kann der betroffene Minister die Akte dem Minister für Haushalt unterbreiten.

Die Finanzinspektoren dürfen weder an der Führung, noch an der Verwaltung der Dienststellen des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind, teilnehmen, noch Anweisungen erteilen, um Verrichtungen zu verhindern oder auszusetzen.

In Dringlichkeitsfällen können die Minister eine Übermittlung des Gutachtens des Finanzinspektors innerhalb einer von ihnen festgelegten Frist verlangen.

Art. 48 - Unterbreitet ein Minister einen der in dem vorliegenden Erlass angeführten Entwürfe der Regierung, dem Minister für Haushalt oder dem Minister für den öffentlichen Dienst, so fügt er jedes Mal das Gutachten des Finanzinspektors bei.

Art. 49 - In jedem Erlass ist in der Präambel das Gutachten des Finanzinspektors, das Einverständnis der Regierung, des Ministers für Haushalt oder des Ministers für den öffentlichen Dienst mit Datumsangabe anzuführen.

Im Falle einer Anwendung von Artikel 37, ist der Beschluss des Ministers für Haushalt oder des Ministers für den öffentlichen Dienst anzuführen.

Art. 50 - Die Anwendung der Bestimmungen von Kapitel 4 beeinträchtigt nicht die von der Regierung im Rahmen eines Erlasses verabschiedeten Bestimmungen zur Regelung ihrer Arbeitsweise.

KAPITEL V — *Das Auditverfahren als integriertes Konzept*

Art. 51 - Der ÖDW organisiert eine ständige Aktenführung der auf dem neuesten Stand gehaltenen allgemeinen Informationen, die im Rahmen des Auditverfahrens zweckdienlich sind. Die Berichte über das interne Audit, über das thematische Audit sowie die Kontrollberichte des Rechnungshofes werden beigefügt.

Diese ständige Akte steht dem Auditausschuss und den internen Auditoren, den in Kapitel 2 angeführten internen Prüfern, dem Rechnungshof sowie der Finanzinspektion zur Verfügung. Diese können unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 49 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 gegebenenfalls die Schlussfolgerungen und Empfehlungen der einen oder der anderen geltend machen und sie achten darauf, ihre Kontrollen konzertiert auszuführen.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 52 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in seiner am 16. Oktober 2003 und am 8. Dezember 2005 abgeänderten Fassung wird aufgehoben.

Art. 53 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 54 - Der Minister für Haushalt und der Minister für den öffentlichen Dienst werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207025]

25 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, inzonderheid op de artikelen 21, 23, 37, 38, 46, 47 en 48;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 oktober 2013;

Gelet op het advies nr. 54.264/2 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de eenheid bepaald in artikel 3, eerste lid, van het decreet van 15 december 2011.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :1^o decreet van 15 december 2011 : decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering;2^o besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 : besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding;3^o Minister van Ambtenarenzaken : de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken;4^o Waalse Overheidsdienst : Waalse Overheidsdienst, namelijk de diensten van het algemeen bestuur van het Waalse Gewest;5^o begrotings- en financiëndiensten : Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst - Departementen Begroting, Boekhouding en Thesaurie;6^o verantwoordelijke overheid : elk al dan niet hiërarchisch gezag wiens opdracht erin bestaat boekhoudkundige, budgettaire, financiële of vermogensverrichtingen na te trekken;7^o controle-eenheid voor de vastleggingen : eenheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de controle op de vastleggingen;8^o controle-eenheid voor de vereffeningen : eenheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de controle op de vastleggingen;9^o eenheid van de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters : eenheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters;10^o terugkerende uitgaven : uitgaven die onontbeerlijk zijn voor de werking van de diensten en waarvan de bedragen tijdens het begrotingsjaar eisbaar zullen worden maar die voortvloeien uit verplichtingen waarvan de gevolgen over verschillende jaren verspreid worden en waarvan de toerekening op het jaar van ontstaan een last zou betekenen zonder economisch verband hiermee, ofwel uit verplichtingen waarvan het ontstaan moeilijk te bepalen is en waarvan het bedrag ongekend is op het ogenblik van hun ontstaan;11^o SEC : Europees stelsel van nationale en gewestelijke rekeningen, ingevoerd bij Verordening 2223/96 van 25 juni 1996.HOOFDSTUK II. — *Budgettaire en boekhoudkundige interne controle**Afdeling 1. — Voorafgaande bepalingen***Art. 3. § 1.** De Waalse Overheidsdienst voert systemen in voor de oplijsting, de beoordeling en hiërarchisering van de risico's door ze aan te passen aan de aard en aan het volume van zijn verrichtingen. Regelmatig worden de risico's en de interne controleregeling herbeoordeeld om hun relevantie te onderzoeken ten overstaan van de evolutie van de activiteit en de omgeving.

De interne controle wordt zo ingericht dat een concentratie van de financiële risico's in de handen van éénzelfde personeelslid voorkomen wordt.

Het beheerssysteem en het systeem voor interne controleprocedures bedoeld in artikel 6, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 houden de beheersing van de risico's inzake conformiteit, betrouwbaarheid en integriteit van de budgettaire en financiële gegevens in.

§ 2. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk bepaald en vastgesteld zodat ze een duidelijke documentatie vormen, die op elk vlak geformaliseerd en bijgewerkt wordt.

§ 3. In het informaticasysteem dat als drager dient voor de begroting en de boekhouding worden automatische controles en manuele interventies geïntegreerd voor de aanvaarding van de verrichtingen, waarbij de traceerbaarheid en de identificatie van de actoren gewaarborgd wordt. Er worden hulp- en bewaarprocedures voorzien om de continuïteit en de integriteit van de ingevoerde informatie te garanderen.

§ 4. De internationaal erkende normen voor interne controle bij de overheid worden toegepast.

Art. 4. Elk personeelslid neemt in functie van de toegewezen opdrachten en verantwoordelijkheden deel aan de goede werking van het interne controlesysteem.**Art. 5.** De eenheden voor de controle van de vastleggingen en de vereffeningen zijn onafhankelijk van de diensten die de gecontroleerde verrichtingen tot stand hebben doen komen. Periodiek rapporteren zij de tijdens hun controleverrichtingen vastgestelde afwijkingen aan de verantwoordelijke overheid.

*Afdeling 2. — Controle van de vastleggingen**Onderafdeling 1. — Budgettaire vastleggingen*

Art. 6. § 1^{er}. Aan de controle-eenheid voor de vastleggingen worden voorgelegd :

1° een vastleggingsvisum voorafgaandelijk aan hun kennisgeving, de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 1, lid 1, van het decreet van 15 december 2011. Dat vastleggingsvisum wordt verhoogd in het geval dat de hypothese van artikel 27, § 2, 1°, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 zich voordoet;

2° een vastleggingsvisum van de in het loop van het begrotingsjaar eisbare sommen, met inbegrip van, in voorkomend geval, de verhoging ervan voor uitvoering ervan, de terugkerende uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, van het decreet van 15 december 2011. Een provisioneel visum kan opgevraagd worden op grond van een inschatting van de betrokken uitgaven, samen met de nodige bewijsstukken en, in voorkomend geval, het advies van de Inspectie van Financiën;

3° een regulerend vastleggingsvisum, de uitgaven bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011.

§ 2. In de hypothese, onder de voorwaarden en op grond van de bewijsstukken bedoeld in artikel 27, § 2, 1°, leden 3 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 wordt het vastleggingsvisum a rato van het overschot door de eenheid van de controle der vastleggingen gekort.

Art. 7. Er wordt een vastleggingsvisum toegekend per individueel beschouwde uitgave.

Dit visum kan evenwel meerdere uitgaven omvatten indien ofwel :

1° de aard ervan dit verantwoordt;

2° de aard ervan dezelfde is en de begunstigden vernoemd worden in één enkel stuk;

3° de identiteit van de begunstigden niet juist achterhaald kan worden;

4° het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald kan worden;

5° de identiteit van de begunstigden en het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald kunnen worden.

Art. 8. § 1. Om een vastleggingsvisum te krijgen, zorgt de ordonnateur ervoor dat de eenheid voor de controle van de vastleggingen ter ondersteuning van de bewijsstukken een aanvraag overgemaakt wordt met volgende inlichtingen :

1° het voorwerp van de akte die geïllustreerd moet worden;

2° in voorkomend geval, de adresgegevens van de betrokken partij zoals de leverancier, de inschrijver, de schuldeiser, de begunstigde of de gedecentraliseerde penningmeester;

3° het bedrag van de vermoedelijke uitgave op grond van het ontwerp-contract, het ontwerp-toekenningsbesluit, het beschikking gedeelte van de uitgavenbegroting, de normerende bepaling of elk ander gegeven, met inbegrip van een raming;

4° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en het basisartikel van de uitgavenbegroting;

5° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

In voorkomend geval worden de voorafgaandelijke instemmingen of adviezen waarvan sprake in de bepalingen van hoofdstuk 4 bij de verantwoordingsstukken gevoegd.

§ 2. Om een regulerend vastleggingsvisum te bekomen, worden door de ordonnateur aan de eenheid voor de controle van de vastleggingen voorgelegd :

1° de verantwoordingsstukken van de vereffening van de uitgave, in voorkomend geval, de weigering tot bekrachtiging ervan door de eenheid voor de controle van de vereffeningen wegens uitblijven van een voorafgaandelijke vastlegging;

2° het advies van de Inspectie van Financiën overeenkomstig artikel 42, 5°;

3° de instemming van de Minister van Begroting in geval van toepassing van artikel 33, § 1, 3°.

Art. 9. § 1. De eenheid voor de controle van de vastleggingen onderzoekt meer bepaald :

1° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;

2° in voorkomend geval, de overeenstemming van de vastlegging met de begrotingsmachtigingen;

3° in voorkomend geval, de begunstigde en het bedrag;

4° de beschikbaarheid van de vastleggingskredieten;

5° de overeenstemming van de uitgave met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen, vonnissen en contracten of met de bepalingen van de artikelen 16, § 1, en 17 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012;

6° de inachtneming van de procedures inzake administratieve en budgettaire controle bedoeld in hoofdstuk 4;

7° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken.

§ 2. De eenheid voor de controle van de vastleggingen wordt ertoe gemachtigd, elk verzoek tot regulerende vastlegging te viseren wanneer de vastleggingskredieten beschikbaar zijn op het gepaste basisartikel van het lopende begrotingsjaar.

Art. 10. Na afloop van haar onderzoek stelt de eenheid voor de controle van de vastleggingen haar beslissing ter beschikking van de ordonnateur.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum toegekend wordt, vermeldt de beslissing minstens het visumnummer, de datum ervan en de toerekening van de uitgave op de begroting ten laste van de vastleggingskredieten.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum niet toegekend kan worden wegens de onvolledigheid van de aanvraag, wordt de ordonnateur verzocht de ontbrekende stukken voor te leggen.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum geweigerd wordt wegens onregelmatigheden in de aanvraag, wordt de ordonnateur ingelicht over de gemotiveerde beslissing.

Art. 11. Het boekhoudstelsel registreert gedurende éénzelfde begrotingsjaar en zonder onderbreking :

1° de toegekende visumnummers, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de verschillende soorten vastleggingen;

2° afzonderlijk, de visumweigeringen.

Art. 12. Elke visumaanvraag ten laste van de kredieten van een welbepaald begrotingsjaar wordt uiterlijk tegen 31 december van datzelfde jaar behandeld.

Op voorstel van de Minister van Begroting bepaalt de Regering de datum waarop de aanvragen de diensten voor de begroting en de financiën moeten bereiken.

Onderafdeling 2. — Rechtsverbintenissen

Art. 13. De fases van budgettaire en juridische vastlegging van éénzelfde uitgave vallen onder de bevoegdheid van de ordonnateurs die volgens de vigerende reglementering gemachtigd zijn om de vastleggingskredieten te gebruiken ten laste waarvan de uitgave begrotingsgewijze toegerekend dient te worden.

Het bedrag van de juridische vastlegging, bewezen volgens de nadere regels van artikel 27, § 2, 1°, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 wordt op adequate wijze geboekt.

Een globale budgettaire vastlegging zoals bedoeld in artikel 7 kan door meerdere individuele juridische vastleggingen bevestigd worden.

De nazichtsoverdracht bedoeld in artikel 24, § 1, van het decreet van 15 december 2011 wordt toevertrouwd aan de diensten voor begroting en financiën.

Afdeling 3. — Controle van de vereffeningen

Art. 14. Elke uitgave waarvan de betaling verricht moet worden door de centraliserende penningmeester wordt door de ordonnateur onderworpen aan de eenheid voor de controle van de vereffeningen, met het oog op bekrachtiging en definitieve toerekening ervan ten laste van de vereffeningkredieten.

Art. 15. Om de bekrachtiging van de vereffening te bekomen, deelt de ordonnateur de eenheid voor de controle van de vereffeningen de nodige gegevens mee, waaronder met name :

1° het bewijsstuk, goedgekeurd volgens de nadere regels vastgelegd door de Minister van Begroting en waaruit de verrichte en aanvaarde dienst blijkt;

2° het nummer van het vastleggingsvisum of, bij gebreke daarvan, het nummer van de aanvraag ervan;

3° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en het basisartikel van de uitgavenbegroting;

4° het te betalen bedrag;

5° de betrokken partij;

6° het nummer van de financiële rekening geopend op naam van de begunstigde;

7° de vervaldatum voor de betaling;

8° de al dan niet gestructureerde mededeling;

9° in voorkomend geval, de vermogenskenmerken van de uitgave.

Art. 16. § 1. De eenheid voor de controle van de vereffeningen onderzoekt met name :

1° de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave;

2° de correcte verbinding van de vastgestelde rechten met het begrotingsjaar;

3° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;

4° de beschikbaarheid van het vereffeningkrediet;

5° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken.

6° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur;

7° de juistheid van de gegevens nodig voor de bevrijdende betaling;

8° het al dan niet bestaan van een geschil in de zin van de artikelen 21 en 22 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012;

9° de afwezigheid van een betaling van hetzelfde bedrag op grond van hetzelfde bewijsstuk aan dezelfde begunstigde en met dezelfde mededeling.

De juiste verbinding bedoeld in lid 1, 2°, houdt in dat het verplicht bewijsstuk voor het bekomen van de betaling uiterlijk de datum van 31 december draagt, door de ordonnateur wordt overgemaakt en de dienst bedoeld in artikel 2, 5°, tegen diezelfde datum heeft bereikt, en bekrachtigd wordt door de eenheid voor de controle van de vereffeningen.

§ 2. Bij voorschotten aan gedecentraliseerde penningmeesters wordt de controle waarvan sprake in paragraaf 1 door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters verricht.

Art. 17. De bekrachtiging van de vereffening wordt gedagtekend en in de boekhouding verbonden met het vastleggingsvisum waarvan zij de verplichting opheft.

Wanneer de bekrachtiging van de vereffening geweigerd wordt wegens onregelmatigheden, wordt de ordonnateur daarover ingelicht.

Als de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave bedoeld in artikel 16, § 1, 1°, ontbreekt, dient de ordonnateur een regulerende vastlegging aan te vragen overeenkomstig artikel 6, § 1, 3°, en zijn dossier opnieuw in te dienen, samen met het regulerend vastleggingsvisum.

Art. 18. De uitgaven in verband met een welbepaald begrotingsjaar dienen door de eenheid voor de controle van de vereffeningen bekrachtigd te worden en toegerekend te worden op de kredieten tegen uiterlijk 31 januari van het daaropvolgende jaar, uitgezonderd de voorschotten aan de gedecentraliseerde penningmeesters, die vereffend en toegerekend moeten worden tegen 31 december van dat begrotingsjaar.

Afdeling 4. — Controle van de penningmeesters en ontvangers

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 19. Overeenkomstig artikel 38, § 3, van het decreet van 15 december 2001 moet het centraal innings- en uitbetalingsstelsel voor de gelden van de Waalse Overheidsdienst zo opgevat worden dat alle verrichtingen chronologisch getraceerd kunnen worden en ruimte laten voor acties die bedrog en dubbele betalingen verhinderen.

Art. 20. § 1. De Waalse Overheidsdienst voert interne controleprocedures in die ervoor zorgen dat de penningmeesters en de ontvangers hun opdrachten uitvoeren overeenkomstig hun aanstellingsbesluit en de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 of enige andere reglementering betreffende de Waalse gewestbelastingen.

§ 2. Indien uit indicatoren bij de controle van het wettelijk en regelmatig karakter van de verrichtingen van de penningmeesters en de ontvangers of los daarvan blijkt dat er een risico op wanbeheer bestaat, kan een verantwoordelijk gezag een specifieke controle op de stukken en, in voorkomend geval, ter plaatse voeren. Als daaruit blijkt dat er eenvoudige vergissingen begaan werden waarvan correctie mogelijk is, worden penningmeester of ontvanger verzocht die door te voeren.

Art. 21. § 1. Het verantwoordelijk gezag ziet erop toe dat elke penningmeester en elke ontvanger verantwoording afleggen voor hun beheer in de gevallen en binnen de termijnen, evenals volgens de nadere regels van artikel 39 van het decreet van 15 december 2011.

§ 2. Voordat de rekeningen aan het Rekenhof worden overgemaakt, onderzoekt het verantwoordelijk gezag minstens de vorm en de volledigheid van de rekening, evenals de rekenkundige bewerkingen ervan, en de onderlinge overeenstemming van de geschriften en de saldo's van de financiële rekening geopend op naam van de penningmeester of de ontvanger.

§ 3. Wanneer uit de rekening van de penningmeester een tekort blijkt, wordt deze door het verantwoordelijk gezag verzocht dit tekort aan te vullen. Zoniet wordt er een proces-verbaal opgemaakt met het vastgestelde tekort, de dag waarop en de omstandigheden waarin zich dat tekort voordeed en wordt dit onverwijld aan het Rekenhof overgemaakt, samen met de rekening die het tekort toont.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de debetrekking blokkeert, beslist de Minister van Begroting met inachtneming van de toepasselijke bepalingen om, indien daar al dan niet aanleiding toe is, de ontvanger of de penningmeester voor het Hof te dagen om het tekort terug te betalen. Bij een tekort wordt dit bedrag onverwijld op het krediet geboekt waarvan sprake in artikel 40 van het decreet van 15 december 2011 om de deficitaire financiële rekening te stijven.

Onderafdeling 2 - Bepalingen met betrekking tot het gedecentraliseerd financiënbeheer

Art. 22. § 1. Onverminderd de reglementering betreffende de ministeriële kabinetten en overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 wordt de inspectie van de gecentraliseerde thesauriën onder meer ermee belast :

1° te waken over de indiening van de tussenrekeningen door elke gedecentraliseerde penningmeester en de ordonnateur in te lichten wanneer de gedecentraliseerde penningmeester in gebreke blijft, twee opeenvolgende tussenrekeningen voor te leggen;

2° na te gaan of de tussenrekeningen elkaar opvolgen;

3° zich ervan te vergewissen dat de niet-gebruikte saldi van de tijdens het begrotingsjaar geïnde geldvoorschotten uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar aan de centraliserende penningmeester teruggestort worden.

Gesteld dat het voorschot toegerekend werd op een basisartikel dat gecodificeerd werd onder verwijzing naar hoofdgroep 7 van de economische classificatie, vergewist de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters zich bovendien er voor elke vermogensuitgave van dat het rekeningnummer in de algemene boekhouding of elke andere melding waardoor deze op het activa van de balans geboekt kan worden, opgenomen wordt in de tussenrekening en op de verantwoordingsstukken.

§ 2. De gecontroleerde tussenrekeningen en hun bewijsstukken worden binnen de begrotings- en financiëndienst gecentraliseerd om eventueel de geschriften in de algemene boekhouding te regulariseren en, in voorkomend geval, er de vermogensuitgaven te boeken op de activa van de balans.

Art. 23. Er worden door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters controles gevoerd op de inachtneming van de bepalingen van artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012.

Die controles hebben met name betrekking op :

1° de inachtneming van de perken van elk voorschot;

2° in voorkomend geval, de kasverrichtingen;

3° de hoedanigheid van de gemachtigde ordonnateur;

4° de hoedanigheid van de oorspronkelijke schuldeiser van de begunstigden van de betalingen;

5° de geschriften met betrekking tot de betalingen uitgevoerd in januari ;

6° de regelmatigheid en de wettelijkheid van de uitgave.

Onderafdeling 5. — Bescherming van het vermogen

Art. 24. Overeenkomstig artikel 46, lid 2, 7°, van het decreet van 15 december 2011 voert de Waalse Overheidsdienst gepaste regelingen in ter bescherming van diens vermogen tegen waardeverliezen, diefstal, bedrieglijk gebruik en schade.

Op de roerende goederen die in de activa van de balans opgenomen zijn wordt er een barcode, of een gelijkaardige techniek, aangebracht zodat ze in de tijd getraceerd kunnen worden. De gegevens stemmen overeen met de gegevens geboekt op het ogenblik van de aankopen in de inventaris bedoeld in artikel 34 van het decreet van 15 december 2011.

Afdeling 6 - Controle op het beheer van de leveringen en kleine goedkope duurzame goederen

Art. 25. Overeenkomstig artikel 46, lid 2, 9°, van het decreet van 15 december 2011 treft de Waalse Overheidsdienst alle gepaste interne controlemaatregelen ter voorkoming van :

1° elk bedrag in het beheer van de bevoorradingen en leveringen;

2° elke vernieling;

3° elke diefstal.

De Waalse Overheidsdienst verricht een correcte raming van zijn behoeften aan goedkope kleine duurzame goederen en de leveringen ervan. Hij zorgt voor de fysieke veiligheid van zijn voorraden en het permanent beheer ervan door registratie van met name elke uitgaande en binnenkomende beweging, de lokalisatie ervan, evenals van, in voorkomend geval, hun eindbestemming.

De goedkope duurzame kleine goederen die rechtstreeks geboekt worden in de resultatenrekening van de algemene boekhouding overeenkomstig de SEC, worden in de fysieke inventaris opgenomen. De gebruikers zijn er verantwoordelijk voor en verbinden er zich toe ze bij eerste verzoek van het verantwoordelijk gezag terug te geven.

HOOFDSTUK III. — *Budgettaire en boekhoudkundige interne controle*

Art. 26. Overeenkomstig artikel 47 van het decreet van 15 december 2011 is de Directie Interne Werkingsaudit van de Waalse Overheidsdienst belast met de audits in de begroting en de boekhouding van deze overheidsdienst zoals omschreven in artikel 2, 4°.

Art. 27. Onverminderd andere opdrachten die het Auditcomité werden toevertrouwd en de toepassing van andere reglementeringen inzake Waalse gewestelijke belastingen, zijn auditactiviteiten betreffende de uitvoering van de begroting en de boekhoudingen, evenals de daarmee verband houdende financiële verrichtingen, rekening houdend met de risicobeoordeling bedoeld in artikel 3, § 1, inbegrepen in het door het Auditcomité gevoerde auditbeleid van de openbare dienst bedoeld in artikel 26. In diezelfde domeinen kan de Minister van Begroting een specifieke aanvraag waarvan hij de doelstellingen vastlegt, de aard en het onderzoeksgebied bij het Auditcomité aanhangig maken.

In het kader van de auditactiviteiten bedoeld in lid 1 en onverminderd de toepasbare wettelijke of reglementaire bepalingen wordt het Auditcomité ermee belast :

1° de interne auditopdrachten te programmeren en de uitvoering ervan door de personeelsleden die met de interne audit belast zijn, te coördineren;

2° te waken over de opvolging van de acties waartoe werd besloten na afloop van de interne auditopdrachten bedoeld in 1°;

3° de gepastheid, de doeltreffendheid en de kwaliteit van de interne audit in begroting en boekhouding, uitgevoerd binnen de Waalse Overheidsdienst te beoordelen, evenals aanbevelingen te doen;

4° de methodes en de instrumenten, uitgevoerd door de personeelsleden belast met de interne audit goed te keuren en zich vergewissen van de verspreiding van de goede praktijken inzake interne audit en interne controle op begroting en boekhouding binnen de Waalse Overheidsdienst.

Art. 28. De personeelsleden belast met de interne audit voeren hun opdrachten uit overeenkomstig de beroepsnormen inzake interne audit en het handvest interne audit van de Waalse Overheidsdienst.

Krachtens het beginsel van de scheiding tussen de operationele functies en de controlerende functies mogen de ordonnateurs, de penningmeesters of de ontvangers niet deelnemen aan de auditopdrachten in de diensten waar ze hun ambt uitoefenen.

HOOFDSTUK IV. — *Administratieve en budgettaire controle*

Afdeling 1. — Inleidende bepalingen

Art. 29. De administratieve en budgettaire controle wordt door de Regering, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken uitgeoefend.

De controle heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering en op die van de diensten van het algemeen bestuur van het Gewest.

De Regering, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën bedoeld in artikel 48, § 2, van het decreet van 15 december 2011.

Afdeling 2. — De Regering

Art. 30. De Regering beslist over de maatregelen die voor de begrotingsopmaak onontbeerlijk zijn.

De Minister van Begroting werkt de voorontwerpen van begrotingsdecreten en de op Regeringsinitiatief genomen door amendementen op die ontwerpen uit.

Art. 31. De Regering waakt over de uitvoering van de begroting. Daartoe licht de Minister van Begroting regelmatig de Regering in over de begrotingstoestand en de perspectieven inzake de uitvoering van de begroting.

De Regering bepaalt haar houding ten opzichte van de voorstellen van decreet en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 32. In dringende gevallen worden de bevoegdheid van de Regering waarvan sprake in artikel 31, tweede lid, alsmede het recht van de Regering op amendementen betreffende de begroting van het Gewest uitgeoefend door de Minister bevoegd voor de Begroting.

Afdeling 3. — Minister van Begroting

Art. 33. § 1. Aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting worden onderworpen de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, van omzendbrief of van beslissing :

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan;

3° die in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2001 een regulerende vastlegging vereisen indien het bedrag van de uitgave hoger is dan 31.000 euro, btw niet meegerekend voor de andere uitgaven dan de subsidies;

4° waarbij organieke regelen betreffende de toekenning van toelagen worden uitgevaardigd of gewijzigd;

5° die betrekking hebben op de facultatieve toelagen hoger dan 25.000 euro die gemachtigd worden door een organiek decreet of, bij gebreke daarvan, door een bijzondere bepaling opgenomen in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3°, van het decreet van 15 december 2011 en die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de gevoegde tabel van de basisallocaties bedoeld in artikel 8, § 4, 6°, van hetzelfde decreet;

6° die betrekking hebben op de facultatieve toelagen hoger dan 500.000 euro die gemachtigd worden door een organiek decreet of, bij gebreke daarvan, door een bijzondere bepaling opgenomen in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3°, van het decreet van 15 december 2011 en die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de gevoegde tabel van de basisallocaties bedoeld in artikel 8, § 4, 6°, van hetzelfde decreet;

7° die betrekking hebben op ontwerpen van beslissing inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die aan de Regering worden voorgelegd krachtens het besluit tot regeling van haar werking;

8° die betrekking hebben op het verlenen van de Gewestwaarborg buiten de toepassing van de organieke bepalingen die de toekenningsvoorwaarden ervan vaststellen.

§ 2. De Minister van Begroting betuigt zijn instemming binnen tien dagen.

Wanneer de instemming van de Minister van Begroting evenwel vereist is voor de beraadslaging door de Regering, kan daar zonder verdere formaliteit akte van genomen worden in de definitieve kennisgeving van de beslissing van de Regering.

Art. 34. De ontwerpen van beraadslaging van de Regering bedoeld in artikel 13 van het decreet van 15 december 2011 worden aan de Regering voorgelegd door de Minister van Begroting en de vakminister samen.

Afdeling 4. — Minister van Ambtenarenzaken

Art. 35. Aan de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken worden onderworpen de voorontwerpen van decreet en de ontwerpen van besluit die strekken tot de vaststelling of de wijziging van :

- 1° de personeelsformaties;
- 2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden;
- 3° de statutaire bepalingen voor het personeel.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bepalingen van de afdelingen 3 en 4

Art. 36. Wanneer de in de artikelen 33 en 35 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de instemming van de Minister van Begroting of van de Minister van Ambtenarenzaken niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Regering worden voorgelegd.

Art. 37. De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande instemming.

Afdeling 6. — De Inspecteurs van Financiën

Art. 38. De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn.

Art. 39. De Inspecteurs van Financiën verstrekken aan de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten kunnen verbeteren en besparingen of ontvangsten kunnen verwezenlijken.

Art. 40. De Inspecteurs van Financiën brengen advies uit, met een gunstige of ongunstige vermelding, over al de aangelegenheden die hun worden voorgelegd door de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij kunnen inzonderheid door hem belast worden met onderzoeken bij de door het Gewest gesubsidieerde openbare of particuliere instellingen.

Art. 41. De Inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Ministers bevoegd voor de Begroting of voor Ambtenarenzaken en brengen advies uit over al de aangelegenheden die de betrokken Ministers hun hebben voorgelegd met inbegrip, wat de Minister bevoegd voor de Begroting betreft, van de aangelegenheden m.b.t. de beleggingen en de leningen van de openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 42. Aan de Inspecteur van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd :

- 1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van de Regering en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing;
 - a) die in het kader van de in afdeling 2 bedoelde bevoegdheid aan de Regering worden voorgelegd;
 - b) aan de Minister van Begroting of van Ambtenarenzaken;
- 2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking een rechtstreekse of onrechtstreekse weerslag kan hebben op de uitgaven of de ontvangsten van het Gewest en de voorstellen m.b.t. de administratieve inrichting van de diensten;
- 3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Gewestwaarborg;
- 4° de voorstellen die in het kader van het opmaken van de begrotingen worden gedaan;
- 5° de gemotiveerde aanvragen voor een regulerende vastlegging in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011, samen met de bewijsstukken van de vereffening van de uitgave.

Art. 43. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 42, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

- 1° personeelsuitgaven, voorzover het de toepassing van het geldelijk en administratief statuut betreft;
- 2° opdrachten in België en in het buitenland;
- 3° overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag van de schatting of het bedrag zonder btw lager is dan :

	Open gunning of open offerteaanvraag	Beperkte gunning of beperkte offerteaanvraag	Onderhandelde procedures met of zonder bekendmaking
Werken	250.000	125.000	85.000
Leveringen	200.000	125.000	31.000
Diensten	125.000	62.000	31.000

De kennisgeving van de overheidsopdrachten bedoeld in lid 1, 3°, die 8.500 euro bereiken, btw niet meegerekend, wordt maandelijks medegedeeld aan de Inspectie van Financiën;

4° toelagen :

- a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;
 - b) andere, met een bedrag lager dan 6.000 euro;
- 5° andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen.

§ 2. Elke functioneel bevoegde Minister en de Minister van Begroting kunnen, in onderlinge overeenstemming, de in § 1 bedoelde bedragen aanpassen voor de categorieën uitgaven die ze bepalen.

De Minister van Begroting vraagt vooraf het advies van de Inspectie van Financiën aan die tot dat einde de aard en de omvang van de risico's betreffende de geplande aanpassingen schat.

Dat akkoord neemt de vorm aan van een protocol dat het volgende vaststelt :

- 1° de nagestreefde doelstellingen;
- 2° de aard van de betrokken uitgaven;
- 3° de begrotingsprogramma's of gedeelten daarvan waarop ze betrekking hebben;

- 4° de nieuwe bedragen die van toepassing zullen zijn;
- 5° de alternatieve modaliteiten voor risicocontrole waarin moet worden voorzien;
- 6° de begeleidings- en toezichtsmaatregelen;
- 7° de geldigheidsduur van het akkoord.

Het advies van de Inspectie van Financiën wordt gevoegd bij het protocol.

De in het akkoordprotocol bedoelde dossiers zijn achteraf onderworpen aan een controle van de Inspectie van Financiën op grond van een monsterneming volgens de in lid 3, 6°, bedoelde modaliteiten.

Het akkoordprotocol wordt meegedeeld aan de Regering ter informatie en aan de betrokken besturen ter uitvoering alsook aan het Rekenhof.

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de in § 1 bedoelde uitgaven.

Art. 44. In de uitoefening van hun ambt gaan de inspecteurs van Financiën na of de voorstellen bedoeld in artikel 42 overeenstemmen met de beslissing van de Regering of de Ministers.

Art. 45. Wanneer de betrokken Minister het niet eens kan zijn met een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over één van de in artikel 42, 2° en 3° bedoelde voorstellen, maakt hij het voorstel aanhangig bij de Regering die zich erover moet uitspreken.

Art. 46. Op voordracht van de Minister bevoegd voor de Begroting beslist de Regering over de aanstelling van de Inspecteurs van Financiën.

Art. 47. De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Onverminderd de bepalingen van het werkingsbesluit van de Regering geven de Inspecteurs van Financiën hun volledige advies binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier. De termijn kan worden gebracht op 20 werkdagen op aanvraag van de Inspectie van Financiën. Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn kan de betrokken Minister het dossier voorleggen aan de Minister van Begroting.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

Art. 48. Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering, aan de Minister bevoegd voor de Begroting of aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 49. Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In geval van toepassing van artikel 37 wordt de beslissing van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken vermeld.

Art. 50. De toepassing van de bepalingen van hoofdstuk 4 doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

HOOFDSTUK V. — *Geïntegreerde auditmethode*

Art. 51. De Waalse Overheidsdienst voorziet in een permanent dossier waarin alle bijgewerkte en in het kader van audits nuttige algemene informatie vervat is. Daarbij worden de verslagen inzake interne audit, controle en thematische audit van het Rekenhof gevoegd.

Het permanent dossier wordt ter beschikking gehouden van het Auditcomité en de personeelsleden belast met de interne audit, de interne controleurs bedoeld in hoofdstuk 2, het Rekenhof en de Inspectie van Financiën. Laatstgenoemden kunnen onverminderd de bepalingen van artikel 49 van het decreet van 15 december 2011 in voorkomend geval steunen op de conclusies en de aanbevelingen van alle partijen en waken erover hun controles in overleg te organiseren.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 52. Het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole zoals gewijzigd op 16 oktober 2003 en 8 december 2005 wordt opgeheven.

Art. 53. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE